

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance de cotation**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente • (Page 07)

**Etats-Unis**

**Twitter et TikTok discutent d'un possible regroupement**

Twitter estime encourir moins de risques que Microsoft, qui est aussi intéressé par TikTok... • (Page 08)

**Commerce** • (Page 08)

**La Chine bat son record annuel d'exportations**

Les ventes du géant asiatique au reste du monde ont enregistré leur plus forte hausse depuis décembre 2019, notamment...



**Agriculture et santé**

**Le Togo et la BAD signent deux accords**

• (Page 03)



**Gestion publique**

**La BIDC pour le développement des infrastructures judiciaires**

• (Page 04)

**Emploi**

**L'Autorité du Bassin du Mono recrute**

Dans le cadre du démarrage de ses activités et de l'atteinte de ses objectifs, l'ABM lance un appel à candidature pour le recrutement de cadres • (Page 05)

**Appui financier**

**L'Etat réactive Novissi pour le Canton de Soudou**

En vue de soulager financièrement les populations de la localité de Soudou, dans la préfecture d'Assoli, le gouvernement vient... • (Page 02)

**Ecobank Group**

**Les finalistes du Challenge Fintech 2020 connus**

Ecobank Group a annoncé, le 06 Aout 2020, les finalistes du Challenge Fintech 2020. Cette troisième édition, est conçu pour approfondir la... • (Page 06)

**Ligue des Champions**

**Le tableau du Final 8**

Après les deux derniers matches des 8es de finale qui se sont joués ce soir avec les qualifications du Barça et du Bayern Munich aux dépens de Naples et de Chelsea... • (Page 11)

Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

**Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?**

Message de prévention et de sensibilisation de :



**A la propagation du coronavirus au TOGO**

## Appui financier

## L'Etat réactive Novissi pour le Canton de Soudou

En vue de soulager financièrement les populations de la localité de Soudou, dans la préfecture d'Assoli, le gouvernement vient de réactiver le programme Novissi.



• Bernard AFAWOUBO

La pandémie de coronavirus continue de faire parler d'elle. L'épisode de contamination est loin de finir car après la levée du couvre et le bouclage des villes, certains concitoyens pensent que l'existence de la pandémie n'est plus d'actualité au Togo. Ces derniers ne respectent plus les mesures barrières édictées par le gouvernement dans le but de limiter la propagation du virus. Par conséquent les foyers de contamination se révèlent dans le pays. Une localité dénommée Soudou située à environ 398 Km au Nord de Lomé est fortement touchée par la pandémie de la COVID-19. A en croire la Coordination nationale de gestion de la riposte, plus d'une centaine de cas contacts ont été recensés ces derniers jours dans

cette localité du pays. Dans l'optique d'éviter le pire, le gouvernement togolais a décidé la mise en vigueur des dispositions barrières dans cette localité en la bouclant et en la mettant sous couvre-feu. Face à cette mesure prise par les autorités, les populations sont confrontées à des problèmes financiers, le gouvernement n'est pas resté indifférent. Ainsi pour soulager les populations touchées financièrement par cette crise sanitaire, le Président de la République togolaise, Faure Gnassingbé a ordonné la réactivation du programme de revenu universel de solidarité dénommé Novissi aux habitants de Soudou. « Le Chef de l'Etat a insisté pour que Novissi soit activé pour les populations du canton de Soudou. Actuellement, il y'a plus de 2700 personnes qui ont pu bénéficier de Novissi

dans ce canton » a déclaré le Colonel Djibril Mohamed, Coordonnateur de la riposte. Notons que le programme Novissi vise à soutenir les citoyens togolais éligibles dont les activités sont affectées par les mesures de ripostes prises par le gouvernement togolais en vue de lutter contre la propagation de la pandémie du coronavirus. Elle a été suspendue après la levée du couvre-feu et du bouclage des villes le 09 Juin dernier. Mis en place par l'Etat togolais, Novissi est un programme de transferts monétaires visant à soutenir tout citoyen togolais éligible ayant perdu son revenu en raison de l'adoption des mesures de riposte contre le Coronavirus. Le programme vise à fournir aux personnes et familles les plus vulnérables, des soutiens financiers mensuels, tout au long de l'état d'urgence.

## AUX DECIDEURS ...

## Conditions d'entrée et de séjour

À u Togo, dans le contexte de pandémie de Covid-19, les autorités ont décidé de plusieurs mesures dont un état d'urgence sanitaire, en vigueur depuis le 1er avril 2020, a été prorogé jusqu'au 16 août 2020 ; les frontières terrestres du pays sont fermées aux voyageurs depuis le 20 mars 2020, sauf autorisation spéciale ; la fréquentation des plages du littoral togolais est soumise à restrictions ; le port du masque en public est obligatoire.

Quant aux liaisons aériennes et conditions d'entrée, il est à retenir qu'à compter du 1er août 2020, l'espace aérien togolais est de nouveau ouvert aux vols commerciaux domestiques et internationaux. Les mesures suivantes s'appliquent aux passagers empruntant l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé : inscription individuelle préalable au voyage sur le site gouvernemental dédié. Téléchargement à l'arrivée d'une application mobile de traçage dénommée Togo Safe, pour permettre la géolocalisation des voyageurs après leur admission sur le territoire togolais ; au départ, les passagers doivent se soumettre à un test PCR dans les 72 heures précédentes ; à l'arrivée, le test est pratiqué au sein d'un laboratoire dédié aménagé dans l'emprise de l'aéroport.

Les passagers sont ensuite tenus d'attendre le résultat en auto-confinement. Les cas positifs sont placés en quarantaine renforcée à domicile ou dans une structure dédiée ; le coût du test est fixé à 40 000 XOF (60 €) payable en ligne au moment de l'inscription sur le site dédié. Les passagers en transit à l'aéroport de Lomé sont dispensés du test s'ils restent en zone internationale.

Au Togo, tout comme dans l'ensemble de la zone UEMOA, des mesures ont été prises pour contenir la pandémie. Celles-ci se distinguent en trois grandes catégories, à savoir les mesures de prévention, les mesures d'urgence sanitaire et les mesures d'atténuation. En tenant compte des réalités socioéconomiques qui prévalent au Togo, le gouvernement a opté pour des mesures plus allégées plutôt qu'un confinement total.

Komlan KPATIDE

## Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Agriculture et santé

## Le Togo et la BAD signent deux accords

Le Togo représenté par le ministre de l'Économie et des Finances, Sani Yaya, et le représentant pays de la Banque Africaine de Développement (BAD), Georges Bohoussou, ont procédé, jeudi 06 Aout 2020 à Lomé, à la signature de deux accords, celui du Programme d'Urgence d'Appui à la Réponse à la Covid-19 (PAR-COVID-19) et celui du projet d'appui aux Investissements Agricoles des Jeunes (PAIAJ). Ceci, suite à l'approbation du Conseil d'administration de la BAD, il y a quelques jours.

• Nicole ESSO

Signature d'appui budgétaire de la BAD au gouvernement togolais. Le premier d'un montant de 16,5 milliards FCFA est destiné à accompagner le Togo dans sa riposte contre la maladie. Quant au second, il s'agit d'un don de 782 millions FCFA, destiné à renforcer les capacités des jeunes défavorisés en vue de leur inclusion dans le tissu économique et social. L'Accord concernant l'appui budgétaire d'urgence de 16,5 milliards de F CFA signé le jeudi 06 Août 2020 a été approuvé déjà fin juillet par la Banque africaine de développement (BAD). Ce financement, est destiné à soutenir la mise en œuvre du Plan de riposte global du Gouvernement à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les composantes "prêts" sont des prêts à taux concessionnels du Groupe de la BAD et du mécanisme de financement de la Banque

destiné aux pays fragiles et en transition et donc sont en phase avec la politique d'endettement du gouvernement. Il contribuera spécifiquement au renforcement de la résilience sanitaire et socioéconomique. Les réformes soutenues visent à appuyer d'une part les mesures de riposte sanitaire, et d'autre part les efforts d'atténuation des effets socioéconomiques de la pandémie. L'appui comprend deux volets. Le premier vise à renforcer les capacités nationales de dépistage en vue de détecter précocement le maximum de cas et de prendre les mesures requises pour juguler la propagation. La finalité est également de renforcer les capacités de prise en charge des malades sur le plan national et de soutenir les mesures de renforcement de la gouvernance institutionnelle et financière de la gestion de la crise. Le second volet a pour ambition de maintenir le pouvoir d'achat



de la population et la sécurité alimentaire en ces temps de crise sanitaire. Enfin, l'aide permettra de soutenir la rési-

lience du secteur privé. « Au moment où le relèvement de l'économie togolaise est une priorité absolue du gouvernement qui ne ménage aucun effort en cela, y compris en amorçant les consultations pour ajuster le Plan national de développement 2018-2022 à l'agenda post-covid-2019, je voudrais réitérer l'engagement de la Banque à l'accompagner, comme d'accoutumée », a déclaré Georges Bohoussou, le responsable pays de la BAD au Togo. La Banque a par ailleurs accordé un don de 782 millions de FCFA destiné à la mise en œuvre du projet d'appui aux investissements agricoles des jeunes (PAIAJ).

### Renforcer la capacité de réaction du Togo

Pour sa part Sani Yaya a indiqué après la signature des accords que « la cérémonie de ce jour revêt toute son importance dans la mesure où l'appui budgétaire que nous venons d'obtenir renforcera la capacité de réaction de notre pays contre la

Covid-19 et devrait l'aider à le rendre plus résilient face aux urgences de santé publique, mais surtout de combler son déficit en ressources budgétaires afin de faire face aux besoins sociaux de base et de soutien au secteur productif. Le développement du secteur agricole constitue une priorité du gouvernement, j'allais dire que c'est aujourd'hui la principale priorité. Les accords qui viennent d'être signés entre le Groupe de la Banque Africaine de Développement et notre pays témoignent, si besoin en était encore de l'intérêt particulier qu'accorde le Gouvernement, sous le leadership du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, au renforcement des secteurs de la santé, de l'agriculture et surtout au développement économique et social de notre pays ». Ce projet de 2 ans contribuera au renforcement des capacités des jeunes défavorisés en vue de leur inclusion dans le tissu économique et social. Il per-

mettra l'insertion d'environ 620 jeunes défavorisés dont le tiers composé de femmes dans les maillons des chaînes de valeurs agricoles et l'accès au financement à 530 entreprises des jeunes défavorisés appuyés par l'accompagnement financier de leurs entreprises, dont 30% de femmes. Il est à préciser qu'à ce jour le portefeuille de la BAD va au-delà des 300 milliards de francs CFA. Outre ces deux projets, l'accompagnement du Groupe de la Banque Africaine de Développement à notre pays depuis plusieurs années porte également sur le renforcement du cadre institutionnel et le développement économique à travers le financement des projets structurants du PND notamment dans les secteurs de la gouvernance, des finances publiques, du social, du secteur agricole, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, de la protection de l'environnement et des transports. A ce jour, le portefeuille de la BAD au Togo s'élève à plus de 300 milliards FCFA.



## Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.  
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

## Gestion publique

## La BIDC pour le développement des infrastructures judiciaires

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) s'engage en faveur du développement des infrastructures judiciaires et du renforcement des capacités dans les Etats membres de la CEDEAO. George Agyekum Donkor, PhD Président de la BIDC, a réaffirmé cet engagement le 03 Aout 2020, au cours d'une conférence de presse à Accra.

● Joël YANCLO

Dans le cadre de son programme d'appui au développement des secteurs de pointe du service public dans la sous-région tel que le secteur judiciaire, M. George Agyekum Donkor, PhD Président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), a informé M. le juge Kwasi Anin-Yeboah, Président de la Cour suprême de la République du Ghana, de l'engagement de la BIDC à accélérer la mobilisation des ressources concessionnelles de concert avec les partenaires de la BIDC en vue d'appuyer le développement des infrastructures judiciaires. Donkor a fait cette déclaration lors d'une conférence de presse conjointe avec le juge Kwasi Anin-Yeboah, le lundi 3 août 2020 à Accra, dans la salle de conférence de la Cour suprême. Le juge Samuel Marful-Sau, juge à la Cour suprême, et le secrétaire juridique adjoint, M. Samuel Boakey-Yiadom, étaient

également présents à cette réunion. Donkor a conduit une délégation de la Haute direction de la Banque dans le cadre d'une visite de courtoisie au Président de la Cour suprême. Il a souligné qu'un système judiciaire solide et bien outillé constitue un outil indispensable d'attraction et de consolidation des flux d'investissement dans la région, dans la mesure où le dynamisme du service judiciaire est l'un des facteurs déterminants dans le choix ou la crédibilité d'une région en matière d'investissement. À cet égard, il a souligné la nécessité d'une collaboration étroite entre le pouvoir judiciaire et la Banque. En outre, M. Donkor a informé le juge Anin-Yeboah que sous réserve des restrictions de voyage résultant de la pandémie du COVID-19, il compte rendre visite à tous les présidents des Cours suprêmes des États membres de la CEDEAO dans le cadre du programme d'aide au renforcement des capacités et au développement des infrastructures. Tout en

soulignant l'avantage d'un système judiciaire solide pour le secteur financier, M. Donkor a indiqué que les emprunteurs et les prêteurs prendront à cœur leurs engagements, sachant que le système judiciaire est habilité à rendre justice en temps utile pour toute affaire concernant le non-respect des obligations par les protagonistes. En réponse aux propos du Président de la BIDC, le juge Anin-Yeboah a indiqué que les infrastructures judiciaires n'ont enregistré aucun développement depuis les années 2000, bien qu'elles soient indispensables pour la promotion de l'Etat de droit. Par conséquent, il a invité la BIDC à soutenir le pouvoir judiciaire tel qu'elle le fait pour d'autres secteurs, étant donné que le pouvoir judiciaire n'est pas une institution à but non-lucratif. Tout particulièrement, le juge Anin-Yeboah a demandé à la Banque de contribuer au développement de l'Institut de formation des professions judiciaires qu'il estime crucial pour la formation des juges et des autres professionnels du



corps judiciaire.

## A propos de la BIDC

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est le bras financier de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui comprend quinze (15) Etats membres que sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le

Togo. Le siège de la BIDC est à Lomé, en République du Togo. La mission de la Banque consiste à financer les projets et programmes de développement dans les domaines des infrastructures, des transports, de l'énergie, des télécommunications, de l'agriculture et du développement rural, du secteur social, de l'industrie et des services (services financiers, ingénierie financière, hôtellerie/tourisme, etc.). Les interventions de la BIDC se présentent comme suit : l'oc-

troi de prêts à long, moyen et court terme, les prises de participation, l'octroi de lignes de crédit et la mise en place d'accords-cadres pour le refinancement, et les opérations et services d'ingénierie financière. Depuis 2001, la Banque a approuvé le financement d'environ deux cent quatre-vingt-dix-huit (298) projets dans les différents secteurs de la région de la CEDEAO, ce qui correspond à environ deux milliards huit cent quarante millions de dollars américains (2,84 milliards USD).

## IUF

## Le Togolais Mensah Nyagan Ayikoe devient membre Senior

Professeur à l'Université de Strasbourg, en France, le Togolais Mensah Nyagan Ayikoe a été nommé le 11 juillet 2020 membre Senior de l'Institut universitaire de France (IUF).

● Vivien ATAKPABEM

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en date du 23 juin 2020, les membres Juniors de l'Institut universitaire de France à compter du 1er octobre 2020, ont été nommés pour une durée de 5 ans. Il s'agit des enseignants-chercheurs dont fait partie le Togolais, Mensah Nyagan Ayikoe qui est un enseignant-chercheur et fait partie des 110 lauréats 2020 de l'Institut universi-

taire de France. L'Institut a pour mission de favoriser le développement de la recherche de haut niveau dans les universités et de renforcer l'interdisciplinarité. Mensah Nyagan Ayikoe prendra ses fonctions le 1er octobre 2020, pour une durée de 5 ans. L'Institut universitaire de France a pour mission de favoriser le développement de la recherche de haut niveau dans les universités et de renforcer l'interdisciplinarité, en poursuivant trois objectifs : encourager

les établissements et les enseignants-chercheurs à l'excellence en matière de recherche, avec les conséquences positives que l'on peut en attendre sur l'enseignement, la formation des jeunes chercheurs et plus généralement la diffusion des savoirs ; contribuer à la féminisation du secteur de la recherche et contribuer à une répartition équilibrée de la recherche universitaire dans le pays, et donc à une politique de maillage scientifique du territoire.

## Microfinance au Togo

## Hausse des dépôts au premier trimestre

Le montant des dépôts collectés par les Services financiers décentralisés (SFD) du Togo a augmenté de 8% en glissement annuel au premier trimestre 2020, et l'encours des crédits a connu une hausse de 2,7% sur la période considérée.

Cette progression des dépôts est à l'image de l'évolution moyenne des pays membres de l'UEMOA selon le point de la situation régionale publié ce vendredi 7 août par la Banque centrale (BCEAO). Les chiffres font état de 1.520,9 milliards de FCFA au 31 mars 2020, contre 1.390,8 milliards de FCFA une année plus tôt, soit une augmentation de 9,4%. La hausse est la plus observée au Mali avec 17,5%, alors que le plus fort repli a été noté au Niger (-2,3%). Les dépôts à vue demeurent prépondérants avec une part de 59,4%, et l'épargne mobilisée par les SFD



a été constituée à hauteur de 50,5% par les hommes, 27,6% par les femmes et 21,9% par les groupements. S'agissant de l'encours des crédits des SFD de l'Union, la banque centrale relève une augmentation de 8,7% par rapport à son niveau

à fin mars 2019, pour ressortir à 1.510,1 milliards de FCFA. La Côte d'Ivoire arrive en tête avec une progression de 19,1%, et la diminution a été notée uniquement en Guinée-Bissau (-31,1%).

Togobusinessnews.com

## Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

# AVIS DE RECRUTEMENT

## ► Contexte et Justification

En 2014, le Bénin et le Togo ont procédé à la création de l'Autorité du Bassin du Mono (ABM), en vue d'une coopération internationale pour la gestion intégrée des ressources du bassin du fleuve Mono et d'une meilleure intégration socioéconomique.

L'autorité du Bassin du Mono a pour mission d'assurer la gestion durable du bassin, au moyen de la gestion intégrée, équitable et concertée des ressources en eau et en environnement.

L'Autorité du Bassin du Mono a pour mandat de :

a) Promouvoir la concertation permanente entre les parties prenantes au développement du bassin ;

b) Promouvoir la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau et le partage équitable des bénéfices découlant de leurs différentes utilisations ;

c) Autoriser la réalisation des ouvrages et des projets envisagés par les Etats parties et pouvant avoir un impact significatif sur les ressources en eau du bassin ;

d) Réaliser des projets et ouvrages communs ;

e) Contribuer à la réduction de la pauvreté, au développement durable des Etats parties et à une meilleure intégration socio-économique sous régionale

Dans le cadre du démarrage de ses activités et de l'atteinte de ses objectifs, l'ABM lance un appel à candidature pour le recrutement de cadres pour les postes suivants :

- Un (01) Chef de l'Unité Planification et gestion de projet (Spécialiste GIRE) ;

- Un (01) Chef Unité finance et Comptabilité ;

- Un (01) Assistant de Direction bilingue ;

- Deux (02) Chauffeurs ;

- Un (01) agent de liaison.

### 1. POSTE N°1 : Chef de l'Unité Planification et gestion de projet (Spécialiste GIRE)

1.1. Classement : A2 ; Appel à candidatures lancé au Bénin et au Togo

1.2. Principales responsabilités du poste Sous la responsabilité du Directeur Exécutif, le chef Unité aura pour tâches de :

- Etablir périodiquement l'état des lieux de l'aménagement et de la mise en valeur des ressources en eau du bassin ;

- Participer à l'élaboration du plan de développement durable des ressources en eau du bassin et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et superviser leur mise en œuvre ;

- Collaborer avec le chef de l'unité de coordination dans le développement et la concertation entre les principaux acteurs du développement du bassin et la coordination de leurs actions dans le cadre du plan de développement durable du bassin et de son SDAGE ;

- Collaborer avec les chefs des unités sectorielles en vue de l'identification des projets et programmes de développement sectoriel entrant dans le SDAGE ;

- Collaborer avec les responsables des services de soutien logistique (budget, gestion du matériel, etc.) dans l'évaluation et le suivi de l'exécution des apports de l'ABM aux activités de planification du développement du bassin ;

- Etablir les rapports d'exécution du plan de développement du bassin et du SDAGE et rendre compte au DP/GIRE ;

- Participer aux négociations des financements et des conditions de mise en œuvre du plan de développement durable du bassin.

#### 1.3. Profil du poste

- Le/la candidat (e) doit être de nationalité béninoise ou togolaise ;

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'au moins BAC + 5 (DEA, DESS, Master) dans les spécialités suivantes : GIRE, Hydrogéologie, Eau Hygiène et Assainissement ou équivalent dans les domaines des Ressources en eau et de l'Environnement ;

- Justifier d'au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles dans un poste similaire dans une organisation publique nationale et/ou internationale ;

- Avoir une bonne connaissance en matière de gestion des projets, planification des ressources en eau et d'aménagement de bassins versant ;

- Avoir la capacité de formuler des projets ainsi que des dossiers de demande de financement ;

- Avoir une parfaite maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, MS Projet, SIG) et des technologies innovantes dans le domaine de la gestion de l'eau et de l'environnement ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) maîtriser les outils et techniques de communication (écrit et orale), ceux d'organisation, de planification et de résolution de problèmes, avoir une aisance et une rigueur rédactionnelle ; (ii) avoir une bonne capacité d'adaptation et d'innovation et faire preuve de leadership transformationnel ; (iii) être de bonne moralité, sociable, avoir le sens du travail d'équipe et une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler dans un environnement multiculturel ;

- Maîtriser le français ou l'anglais et pouvoir s'exprimer dans une autre langue nationale.

### 2. POSTE N°2 : Chef Unité Finance et Comptabilité

2.1. Classement : A2 ; Appel à candidatures lancé au Bénin et au Togo.

2.2. Principales responsabilités du poste Sous la responsabilité du Directeur Exécutif, le comptable aura pour tâches de :

- Enregistrer toutes les opérations comptables relatives aux activités de l'ABM ;

- Tenir à jour régulièrement les livres et les registres ;

- Produire les états financiers dans le respect des procédures ;

- Produire périodiquement ou à la demande du DAF les états de recettes, de dépenses et de trésorerie ;

- Procéder périodiquement au rapprochement bancaire et à l'analyse des comptes ;

- Rassembler les données du budget en vue de son élaboration ;

- Suivre l'exécution de budget ;

- Assurer le recouvrement de créances et de paiement des fournisseurs ;

- Assurer l'intérêt du DAF.

2.3. Profil du poste

- Le/la candidat (e) doit être de nationalité béninoise ou togolaise ;

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'au moins BAC + 4 (Maîtrise) en Finance-Comptabilité ou équivalent ;

- Justifier d'au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles dans un poste similaire ;

- Maîtriser les outils de la comptabilité générale et analytique SYSCOA ;

- Maîtriser les mécanismes d'élaboration et de suivi budgétaires ;

- Avoir des connaissances pratiques en passation de marchés de fournitures, de consultants et de travaux ;

- Maîtriser la gestion des documents contractuels ; Avoir la capacité de rédiger les rapports financiers de l'institution ;

- Maîtriser l'utilisation des logiciels de comptabilité ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) maîtriser les outils et techniques de communication (écrit et orale), ceux de d'organisation et de planification ; (ii) avoir une bonne capacité d'adaptation et d'innovation et faire preuve de leadership transformationnel ; (iii) être de bonne moralité, discret et faire preuve de discipline/rigueur/intégrité professionnelle ; avoir le sens du travail d'équipe et une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel ;

- Maîtriser le français ou l'anglais et pouvoir s'exprimer dans une autre langue nationale ;

- Une expérience pratique dans des projets financés par des bailleurs de fonds multilatéraux serait un atout .

### 3. POSTE N°3 : Assistant (e) de Direction bilingue

3.1. Classement : A3 ; Appel à candidatures lancé au Bénin et au Togo.

3.2. Principales responsabilités du poste Sous la responsabilité du Directeur Exécutif, l'assistant (e) a pour tâches de :

- gérer le courrier ordinaire et électronique ;

- gérer les appels téléphoniques ;

- assurer l'accueil des visiteurs ;

- tenir l'agenda du directeur exécutif ;

- préparer les réunions du Directeur Exécutif ;

- rédiger le compte rendu de réunions ;

- classer et archiver les documents ;

- participer aux différentes réunions du DE ;

- traduire les correspondances en français et en anglais ;

- gérer la caisse des menu dépenses du DE.

3.3. Profil du poste

- Etre de nationalité béninoise ou togolaise ;

- Etre titulaire d'un diplôme bac+3 (Bachelor) ou tout autre diplôme équivalent d'assistant de direction ;

- Justifier d'une expérience d'au moins trois (3) ans au poste ;

- Maîtriser les techniques de secrétariat ;

- Etre apte pour la prise de note et la rédaction des comptes rendus ;

- Maîtriser les techniques d'accueil professionnel ;

- Maîtriser l'anglais et le français ;

- Maîtriser l'outil informatique ;

- Maîtriser le courrier électronique ;

- Le/la candidate doit : (i) maîtriser les outils et techniques de communication (écrit et orale), ceux de d'organisation et de planification ; (ii) avoir une bonne capacité d'adaptation et le sens relationnel ; (iii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir le sens du travail d'équipe et une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel ;

- Accepter de travailler en dehors des heures de service, en cas de nécessité ;

- Etre d'une ponctualité avérée ;

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

6. POSTE N°6 : Agent de liaison

6.1. Classement : C ; Appel à candidatures lancé seulement au Bénin.

6.2. Principales responsabilités du poste Sous la responsabilité de l'assistant administratif, l'agent de liaison est chargé de :

- Assurer les courses de l'ABM ;

- Assurer la distribution et la récupération du courrier ;

- Contribuer à la reprographie des documents ;

- Exécuter toutes autres tâches du ressort de ses compétences qui lui seront confiées par la hiérarchie dans l'intérêt de l'Autorité ;

6.3. Profil du poste

- Etre de nationalité béninoise ou togolaise ;

- Etre titulaire du CEP ou d'un diplôme équivalent ;

- Avoir au minimum deux (2) ans d'expérience professionnelle.

- Etre de bonne moralité ; discret et discipliné ;

- Avoir un bon sens de l'organisation ;

- Avoir un esprit d'initiative et d'équipe ;

- Etre capable de travailler efficacement sous pression ;

- Accepter de travailler en dehors des heures de service, en cas de nécessité ;

- Etre d'une ponctualité avérée ;

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.

- Etre capable de lire, écrire et parler couramment le français ou l'anglais ;

- Le/la candidat (e) doit : (i) savoir communiquer (écrit et orale) ; (ii) être de bonne moralité, discret et faire preuve d'initiative, de discipline de rigueur professionnelle ; avoir une bonne capacité d'écoute ; (iv) être apte à travailler efficacement sous pression et dans un environnement multiculturel.
</

## Ecobank Group

### Les finalistes du Challenge Fintech 2020 connus

Ecobank Group a annoncé, le 06 Aout 2020, les finalistes du Challenge Fintech 2020. Cette troisième édition, est conçu pour approfondir la collaboration entre Ecobank et les Fintechs avec des produits axés sur l'Afrique.

• Nicole ESSO

Les finalistes du Challenge Fintech 2020 du groupe Ecobank se disputeront la couronne le 21 août prochain et seront introduits dans la bourse Ecobank Fintech Fellowship pour poursuivre des partenariats commerciaux dans les 33 marchés d'Ecobank à travers l'Afrique. Le défi, de cette troisième édition, est conçu pour approfondir la collaboration entre Ecobank et Fintechs avec des produits axés sur l'Afrique. Les 10 finalistes Fintechs de 7 pays différents, qui ont émergé d'un pool compétitif de plus de 600 fintechs, participeront à une finale en ligne prévue le 21 août 2020. Les finalistes 2020 sont: Always In-Touch Real-time (Afrique du Sud), Fluid AI (Inde), Franc Group (Afrique du Sud), Growth Factor (Ghana), Leaf Global Corporation (Rwanda), Moja Ride (Côte d'Ivoire), Nokwary Technologies Limited (Ghana), Papersoft SA (Mozambique), Ukheshe Payment Solutions (Afrique du Sud), PayChap Technologies (Tanzanie). Les finalistes présenteront leurs produits à un jury pour les prix en argent des trois premiers, d'une valeur de 10 000 \$ US, 7 000 \$ US et 5 000 \$ US. Tous les finalistes seront inscrits à la Fintech Fellowship d'Ecobank où ils passeront les 6 prochains mois à explorer



les opportunités de partenariat qui incluent entre autres, le déploiement de produits multinationaux qui est une opportunité de poursuivre la collaboration avec Ecobank et éventuellement de lancer des produits sur les 33 marchés africains d'Ecobank ; des partenariats avec les fournisseurs de services, une chance de devenir un partenaire de services panafricain d'Ecobank pour les Fintechs avec les qualités nécessaires pour devenir des partenaires de produits et offrir des services conjoints avec Ecobank ; un mentorat et soutien en réseau, ce qui constitue un accès à des opportunités de réseautage et de mentorat au sein du Groupe Ecobank et de ses vaste réseau de partenaires mondiaux et africains et une intégration avec les offres numériques existantes d'Ecobank, une opportunité d'intégrer potentiellement

les offres numériques existantes d'Ecobank. Eddy Ogbogu, directeur du groupe, Opérations et technologie, a déclaré: «Nous félicitons les 10 Fintechs qui ont atteint la finale 2020. Il s'agit d'une équipe impressionnante d'innovateurs et nous attendons avec impatience l'événement final où nous les honorerons et créerons potentiellement des collaborations productives. » L'Ecobank Fintech Challenge est conçu en partenariat avec le cabinet de conseil Konfidants et est soutenu par des partenaires à travers l'Afrique et dans le monde. L'Ecobank Fintech Challenge est un programme compétitif annuel destiné aux Fintechs pour explorer le marché d'opportunités d'intégration avec le groupe Ecobank. Lancé en 2017, il a connu deux éditions et est maintenant à sa troisième édition.

## Explosions de Beyrouth

### Double choc pour CMA CGM

Les installations libanaises de l'armateur français, dont le fondateur Jacques Saadé était né à Beyrouth en 1937, et qui assure 30 % des volumes du port libanais, ont été très touchées par les explosions.

Fin juillet, Rodolphe Saadé, PDG de l'armateur CMA-CGM était à Beyrouth et exprimait dans le quotidien libanais L'Orient-Le Jour son sentiment : « J'ai constaté à quel point la situation était difficile. Le pays est au ralenti, pour ne pas dire à l'arrêt ». Il était alors loin d'imaginer le cataclysme qui allait frapper quelques jours plus tard, le 4 août, le port de la capitale, causant plus de 130 morts, 5 000 blessés et mettant à la rue 300 000 personnes. Et dont les brutales conséquences sont aujourd'hui difficiles à évaluer. Cause des deux déflagrations selon les premiers éléments : l'explosion d'une cargaison de plus de 2700 tonnes de nitrate d'ammonium stockés dans un entrepôt depuis 2013. Abandonnée par ses armateurs moldaves, cette cargaison n'a jamais pu rejoindre,



depuis, les rives du port de Beira (Mozambique) où elle aurait dû être acheminée, selon une première version des événements. Car jeudi 6 août, les autorités portuaires du Mozambique ont officiellement démenti avoir été informées de l'arrivée de cette cargaison à l'époque. « L'arrivée d'un navire est annoncée sept à quinze jours à l'avance », ont indiqué les autorités mozambicaines.

**Le siège libanais très sévèrement endommagé**  
« Bien que la destination du

navire était Beira, la destination finale de la cargaison n'était pas le Mozambique mais le Zimbabwe ou la Zambie, parce que l'ammonium de nitrate sert à fabriquer des explosifs pour l'industrie minière. Et apparemment, ce type de nitrate d'ammonium n'était pas celui utilisé dans l'agriculture (comme engrais) mais dans l'industrie minière », affirme pour sa part de manière anonyme un haut responsable du port mozambicain à l'AFP.

Avec Jeune Afrique

## Afrique

### Appel à projets de froid et climatisation durables

Le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) a lancé récemment un appel à projets pour la « production de froid et la climatisation durables » dans les pays en développement, dont la grande majorité se trouve en Afrique. Les propositions sont attendues avant la fin du mois de septembre 2020.

Les porteurs de projet de production de froid et la climatisation durable pourraient bénéficier d'une initiative du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). Ce fonds public bilatéral géré par l'Agence française de développement (AFD) vient de lancer un appel à projets ciblant les innovations dans le domaine du froid et la climatisation durable dans les pays en voie de développement dont la grande majorité se trouve sur le continent africain. Ce concours d'innovation concerne la société civile, les autorités publiques, les collectivités locales, les organismes de recherche, le secteur privé, les fondations, etc. Les projets de production de froid et la climatisation qui seront soumis d'ici la fin du mois de septembre 2020 seront sélectionnés en fonction de leur viabilité sur le plan écologique et environnemental.

#### La priorité accordée aux pays africains

Le FFEM indique également qu'elle sélectionnera les projets en fonction de leur contribution au développement durable dans un ou plusieurs



pays en développement. Outre le caractère innovant, le projet doit également avoir un caractère démonstratif et reproductible, démontrant une pérennité économique et financière et surtout acceptable sur le plan culturel et social. « Sont spécifiquement ciblés des projets qui permettront une production de froid ou une climatisation durable, favorisant des approches intégrées ; que ce soit par la promotion d'équipements et installations de production de froid et de climatisation, utilisant des fluides frigorigènes dits "naturels", plus efficaces en énergie ; ou que ce soit par des solutions alternatives sans recours à des fluides frigorigènes », précise le FFEM.

#### L'accompagnement des porteurs de projets

Le fonds français indique aussi que les porteurs de pro-

jets devraient présenter des innovations en lien avec la diffusion, la mise en œuvre et la maintenance des équipements et installations ; le traitement, la réutilisation et le recyclage des équipements en fin de vie. Le FFEM soutiendra chaque projet sélectionné avec une enveloppe pouvant varier entre 500 000 et 3 millions d'euros. Les fonds serviront au cofinancement des projets. L'autre partie du financement peut être apporté par les partenaires financiers qui soutiennent également l'innovation. Mais le FFEM a plafonné ce soutien extérieur à 70 % du budget global pour un projet usuel et 50 % pour « un projet présentant un caractère remarquable d'innovation ou dans le cas de projets portés par des acteurs du Sud et dont les cofinancements viennent du Sud ».

Afrik 21

## Finance

### Le Sénégal conserve la note Ba3 de Moody's

Le Sénégal conserve la note Ba3 de Moody's, « avec une perspective négative liée à la Covid-19 », a-t-on appris vendredi du ministère sénégalais des Finances et du Budget.

« L'agence de notation financière Moody's maintient la note du Sénégal à Ba3, avec une perspective négative », écrit ce département ministériel dans un communiqué reçu à l'APS. « Cette révision de la perspective intervenue ce vendredi est consécutive au creusement du déficit budgétaire qui passe à 6,1% en raison des mesures de soutien aux entreprises et aux ménages pour endiguer les effets de la pandémie de Covid-19 », explique le communiqué. Le ministère des Finances et du Budget rappelle que l'agence de notation et d'analyse financière américaine « avait mis sous surveillance, en juin dernier, les notes du Sénégal et de la Côte d'Ivoire après leur adhésion à l'Initiative de suspension du service de la dette lancée par les pays du G20 ». Il tient à souligner que depuis le début de la crise sanitaire, le Sénégal a engagé d'importantes dépenses dans le cadre du Plan



de résilience économique et sociale (PRES), qui est « doté d'un budget de 1.000 milliards de francs CFA », dans le but de soutenir le secteur de la santé, les populations vulnérables, les Sénégalais vivant à l'étranger, la stabilité macroéconomique et financière, etc. Le PRES a été financé avec l'aide de la communauté internationale, les dons et contributions des bonnes volontés et le recours aux instruments de financement disponibles sur le marché, selon le communiqué. Le ministère des Finances et du Budget estime que la mise en œuvre du Plan de relance économique nationale,

que le gouvernement est en train d'élaborer, « devrait renforcer les conditions de stabilité macroéconomique » du Sénégal et favoriser une « reprise économique porteuse de croissance, qui positionnerait le [pays] sur sa trajectoire d'avant la crise sanitaire ». « Le Sénégal, qui est aujourd'hui considéré sur les marchés financiers sous-régional et international des capitaux comme un émetteur étatique de référence, a toujours respecté ses engagements financiers auprès de ses créanciers », souligne la même source.

APS



## États-Unis

## Twitter et TikTok discutent d'un possible regroupement

Twitter estime encourir moins de risques que Microsoft, qui est aussi intéressé par TikTok, de se faire épingler pour abus de position dominante.

Twitter a, selon le «Wall Street Journal», entamé des discussions préliminaires pour un éventuel regroupement avec TikTok, une application que Donald Trump accuse d'espionnage au profit de la Chine et menace d'interdire aux États-Unis. Interrogés par l'AFP, Twitter et TikTok ont refusé de confirmer les informations publiées samedi soir par le quotidien financier, qui mentionne des sources proches du dossier. Le président américain a signé jeudi un décret interdisant, d'ici 45 jours, toute transaction «des personnes sous juridiction américaine» avec ByteDance, la maison-mère de TikTok, évoquant une «urgence nationale» au sujet de l'application de vidéos légères. En début de semaine, Donald Trump s'est dit ouvert au rachat de TikTok par un groupe américain avant le 15 septembre, mais a prévenu que le service serait



interdit sur le sol américain si aucune transaction n'avait lieu d'ici là. Le locataire de la Maison-Blanche a aussi exigé qu'en cas de rachat, une partie importante de la somme revienne au Trésor américain. Besoin d'autres investisseurs Microsoft a manifesté dimanche dernier son intérêt pour l'acquisition des activités américaines, canadiennes, australiennes et néo-zélandaises de TikTok. Selon le «Wall Street Journal», Twitter estime encourir moins de risques que Microsoft de se faire épingler pour abus de position dominante dans ce dossier en raison de sa taille

nettement inférieure. La plateforme aurait probablement besoin de l'appui d'autres investisseurs pour mener à bien une opération de rachat. Par ailleurs, et contrairement à Microsoft, Twitter n'est pas disponible en Chine, où le gouvernement bloque son accès depuis 2009. Twitter permet de partager des vidéos, mais fonctionne surtout grâce à la publication de courts messages texte et de photos ou d'images animées. Twitter avait acquis en 2012 la plateforme de très courtes vidéos Vine, mais avait décidé d'interrompre le service en 2016

(AFP/NXP)

## Commerce

## La Chine bat son record annuel d'exportations



Les ventes du géant asiatique au reste du monde ont enregistré leur plus forte hausse depuis décembre 2019, notamment grâce à une reprise de l'activité économique au deuxième trimestre. L'excédent commercial total de la Chine s'est inscrit à 62,3 milliards de dollars, en forte hausse par rapport à juin. Les exportations de la Chine ont progressé contre toute attente de 7,2% en juillet sur un an, soit leur plus forte hausse depuis fin 2019, selon des chiffres publiés vendredi par les Douanes. Après un plongeon en début d'année pour cause d'épidémie, les ventes du géant asiatique au reste du monde n'avaient augmenté que de 0,5% en juin, alors que le commerce chinois est péna-

lisé par le recul de l'activité chez ses principaux clients, Europe et Amérique du Nord en tête. Il s'agit de la plus forte hausse des exportations chinoises depuis décembre 2019, lorsque les ventes du géant asiatique avaient augmenté de 7,6%, juste avant l'apparition en Chine du nouveau coronavirus. Le chiffre de juillet est nettement meilleur qu'attendu par les analystes: les experts interrogés par l'agence financière Bloomberg misaient sur un recul de 0,7% des exportations en juillet. Mais, signe de la faiblesse persistante de la demande en Chine même, les importations ont reculé de 1,4% en juillet sur un an, selon les Douanes. Les experts s'attendaient à une hausse de 0,9% des importations chinoises.

## Excédent commercial

L'excédent commercial total s'est inscrit à 62,3 milliards de dollars, en forte hausse par rapport à juin (46,42 mds). Avec les seuls États-Unis, ce chiffre, qui constitue une pomme de discorde avec le président Donald Trump, a augmenté également à 32,45 milliards de dollars, contre 29,4 mds en juin. Premier pays touché par le Covid-19 mais aussi premier à s'en sortir, la Chine a connu une reprise de l'activité au deuxième trimestre, avec une hausse de 3,2% du PIB selon des chiffres officiels, après un repli de 6,8% au premier trimestre. Mais des secteurs entiers de l'économie tournent toujours au ralenti, notamment les transports et le tourisme.

(ATS/NXP)

## Télécoms

## MTN quitte le Moyen-Orient

Présent en Syrie, en Afghanistan, au Yémen et en Iran, MTN prépare sa sortie progressive des marchés du Moyen-Orient pour recentrer ses activités sur le continent africain. Les pourparlers sont déjà avancés notamment pour la cession de sa filiale syrienne.

D'ici quelques temps, les activités de MTN au Moyen-Orient ne seront que de l'histoire ancienne. Le géant sud-africain des télécoms est en pourparlers avancés avec le Saoudien TeleInvest pour la cession de sa filiale MTN Syrie, selon les révélations du PDG Robert Shuter lors d'une conférence de presse en ligne ce jeudi matin.

## Le Moyen-Orient, faible contributeur aux résultats du groupe

Alors qu'au premier semestre 2020 le groupe a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 9,4% à 80 milliards de rands (plus de 4,5 milliards de dollars), les activités au Moyen-Orient n'y ont contribué qu'à moins de 4%. La cession de la filiale syrienne sera en réalité un gros pas en avant vers la sortie de MTN des marchés moyen-orientaux. Également présent en Afghanistan, au Yémen et en Iran, le groupe y prévoit une vente progressive de tous ses actifs à moyen terme. L'objectif pour la firme jaune est surtout de se recentrer sur l'Afrique où MTN est désormais actif dans 14 marchés. « Dans le cadre de l'examen de notre portefeuille, nous pensons que le groupe est mieux placé pour se concentrer sur sa stratégie panafricaine et pour simplifier son portefeuille en sortant de la région du Moyen-Orient de manière ordonnée », a déclaré Shuter.



## Plusieurs dossiers chauds et stratégiques

Ces derniers mois, MTN a réalisé plusieurs ajustements dans son agenda d'investissements, comme la plupart des entreprises à travers le monde en raison de la pandémie de coronavirus. Outre la contribution aux fonds de soutien dans ses pays de présence, le groupe a lancé en interne un fonds d'appui au personnel en difficulté de 40 millions de rands (plus de 2,1 millions de dollars), alimenté notamment par 30% des salaires de ses équipes dirigeantes sur trois mois. En revanche, l'un des investissements qui marquera certainement l'année 2020 est celui lié à Chenoisis, sa nouvelle plateforme de promotion d'interface de programmation (API). Officiellement ouverte au public le 10 août prochain, cette place de marché panafricaine proposera aux développeurs et aux entreprises des produits et services incluant

les télécommunications, l'e-paiement, l'e-santé, l'e-gouvernance, les IOT, la fintech, l'e-commerce, la sécurité... Alors le groupe affine sa stratégie post-Covid, plusieurs autres dossiers chauds sont en cours de traitement. Selon Boomborg, MTN songerait notamment à céder ses parts dans Jumia évaluées à 243 millions de dollars, toujours dans l'objectif de recentrer les activités du groupe. À côté, le groupe suit de près son projet d'entrée sur le marché éthiopien où il prévoit de soumissionner pour l'obtention d'une licence.

## Qui sera le prochain CEO ?

Avec ces dossiers importants, les prochains mois seront également décisifs pour l'avenir du groupe qui prospecte déjà pour dénicher son futur CEO, après l'annonce récente du départ du sud-africain Robert Shuter en mars 2021, au terme de son contrat de quatre ans. Avec latribune.fr

## Téléphonie mobile

## Samsung lance de nouveaux modèles de smartphones

Devancé par Huawei au niveau des ventes, le constructeur coréen a dévoilé mercredi le Galaxy Z Fold2 ainsi que des nouvelles versions de ses téléphones ultra-larges.

Samsung a présenté mercredi un nouveau smartphone pliant et une série d'autres appareils qui l'aideront peut-être à relancer ses ventes, alors qu'il vient de perdre la place de leader du marché au profit de Huawei au deuxième trimestre.

## «Défis extraordinaires»

Le Galaxy Z Fold2 succède au Galaxy Fold, dévoilé début 2019, qui avait connu quelques déboires. Le géant sud-coréen étend aussi ses gammes avec deux nouvelles versions de ses téléphones ultra-larges, les Galaxy Note20 et Galaxy Note20 Ultra, des tablettes (Tab S7 et S7+), une montre connectée

(la Galaxy Watch3) et des écouteurs ergonomiques (Galaxy Buds Live). Samsung a dévoilé les nouveaux modèles ainsi que des partenariats (dont Xbox pour les jeux vidéo) via une conférence en ligne, pandémie oblige. «Nous n'avons jamais plus dépendu des technologies qu'aujourd'hui. Elles nous permettent de rester connectés alors que nous faisons face à des défis extraordinaires dans le monde», a déclaré T.M. Roh, directeur de la communication mobile pour Samsung Electronics.

Recul du marché  
Le prolifique groupe ré-

siste bien à la pandémie, qui a largement favorisé les activités numériques. Mais le marché mondial des smartphones s'est «effondré» au deuxième trimestre cette année, d'après le cabinet Canalys: il a reculé de 14% à 285 millions de combinés écoulés, après un premier trimestre déjà en déclin. Apple est la seule marque du peloton de tête qui a continué à croître. Huawei a détrôné Samsung au deuxième trimestre pour devenir le premier vendeur mondial de smartphones. Entre avril et juin, le groupe chinois a vendu 55,8 millions de téléphones (-5% sur un an) contre 53,7 millions pour Samsung (-30%).

(ATS/NXP)

## Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	<a href="https://naturallia.com/">https://naturallia.com/</a>
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	<a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a> <a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a>
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	<a href="http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES">http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES</a>
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	<a href="https://www.economiecirculaire.org/">https://www.economiecirculaire.org/</a>
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	<a href="https://jib-innovation.com/">https://jib-innovation.com/</a>
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Mars en cet aspect vous incitera fermement à mettre votre comptabilité à jour. Vous seriez d'ailleurs bien inspiré de suivre ses conseils, car si vous ne le faites pas spontanément, c'est votre banquier qui finira par vous rappeler à l'ordre. La gestion n'est certes pas ce qui vous passionne le plus, mais un petit effort dans ce sens vous sera utile. Vous n'allez peut-être pas réduire vos dépenses, mais savoir où vous en êtes-vous évitera quelques déboires.

**Taureau** Restez discret sur ce que vous entreprenez et n'hésitez pas à vous lancer, en mesurant bien les risques, dans une spéculation boursière ou immobilière. Vous pourrez réussir une opération spectaculaire qui vous ferait des envieux.

**Gémeaux** Attention, votre chemin sera semé d'embûches ! Des risques, encore des risques dans le domaine financier. Vous serez tenté de prendre un malin plaisir à vous lancer dans les entreprises les plus audacieuses. Seulement, vous pourriez vous en mordre les doigts très rapidement. Le temps sera à la prudence et non pas à l'audace. Alors, réfléchissez bien avant de sauter.

**Cancer** Dans le domaine matériel, vous serez peu disposé à vous montrer raisonnable. Il le faudra, pourtant, sinon vous serez confronté à de gros soucis d'argent. Sans aller jusqu'à vous serrer la ceinture, essayez, au moins, de limiter les dépenses superflues. De plus, ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières hasardeuses.

**Lion** Les secteurs d'argent de votre thème ne subiront l'influence d'aucune planète. Votre équilibre budgétaire devrait donc en principe être stable. Vous aurez en plus des chances d'avoir l'occasion d'améliorer votre situation, soit en réorganisant vos placements, soit en ayant la bonne surprise de récupérer une somme que l'on vous devait et que vous pensiez perdue à jamais.

**Vierge** La Lune n'est pas hostile à vos finances, mais sa présence implique toujours une période de rigueur. Un effort réel devra être fourni dans la gestion de votre patrimoine.

**Balance** Cette journée, placée sous l'égide de Jupiter, favorisera la fortune de tous les natifs du signe, notamment en raison de spéculations réussies, de chance aux jeux de hasard. Vous serez habile dans vos négociations et transactions diverses, et les rencontres opportunes vous serviront.

**Scorpion** Profitez de cet aspect de Pluton pour vous pencher sur l'état de vos finances. Vous prendrez d'excellentes décisions si vous vous y mettez sérieusement. Les placements seront favorisés.

**Sagittaire** Le secteur financier accusera un calme quasiment parfait. Mais vous ne pouvez pas non plus espérer gagner au Loto ! Ne vous plaignez pas, Jupiter viendra bientôt vous aider à arrondir votre bas de laine.

**Capricorne** Les inconséquences sur le plan financier ne se pardonneraient pas. Ne cherchez pas à trop en faire uniquement pour paraître ; cela se retournerait contre vous à plus ou moins brève échéance. Comme la planète Jupiter vous inclinera à être trop sensible au prestige et à la situation, vous risquez fort de commettre des erreurs de jugement regrettables. Sachez qu' "on se ruine souvent pour soutenir qu'on est riche" (Gustave Le Bon).

**Verseau** Influençant votre secteur finances, deux astres pourront vous donner du fil à retordre. Mieux vaudra se montrer encore très prudent. Reste que Vénus devrait vous permettre de vous en sortir, à condition de ne pas trop croire au Père Noël et d'éviter les dépenses folles, bien sûr !

**Poissons** Une affaire immobilière intéressante devrait se présenter aujourd'hui. Si vous êtes à la recherche d'un logement digne de vos rêves, vous pouvez envisager d'emménager bientôt. Ne laissez pas cette occasion vous passer sous le nez.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web: [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adress AGOE Route de la cour d'Appel ( derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANGLU  
00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Léon Junho SODEDJI

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



# Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

## Invite

les togolais au respect des mesures prises  
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

# ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre  
le coronavirus COVID-19

### SE LAVER

les mains à l'eau et au savon  
fréquemment.



### UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les  
jeter immédiatement dans une  
poubelle fermée puis se laver les  
mains

### SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du  
coude et pas de touer ou  
d'éternuer.



### LIMITER

les contacts proches. Maintenir une  
distance d'au moins 1 mètre avec les  
autres personnes, en particulier si  
e les toussent, éternuent ou ont de la  
fièvre.



### NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA  
FIÈVRE, DE LA TOUX OU  
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



## A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)  
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail [seultogo@gmail.com](mailto:seultogo@gmail.com) Lomé

## Projet PNER

## Bientôt les entreprises rurales mieux soutenues

Ce lundi 10 août 2020, le gouvernement, représenté par le Secrétariat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel, compte boucler une liste de manifestations d'intérêt d'éventuels mentors pour l'accompagnement technique des micros et petites entreprises rurales (MPER) promues par le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNER).

Ils auront pour tâche, de par leurs expériences, l'accompagnement des promoteurs d'entreprises, d'autant qu'ils maîtrisent non seulement techniquement l'activité mais aussi l'environnement dans lequel se développe ce type d'entreprise. Ce faisant, ils devront réaliser une douzaine de visites en un an auprès des MPER (mentorées/promues), afin de leur apporter non seulement des conseils et des orientations techniques mais aussi le suivi de leurs mises en œuvre. La durée de prestation est estimée à douze (12) mois. Le mentor à désigner doit : (1) être promoteur d'une entreprise établie exerçant dans au moins l'élevage de volaille (poulet local, poulet fermier, pintade), l'élevage(embouche) de petits ruminants(ovins et caprins), l'élevage (embouche) de porc, l'élevage de lapins ; (2) être dans la transformation agroalimentaire (noix de palme, néré, fruits, manioc, céréales...), prestation mécanique agricole commercial-



sation des produits agricoles (poissons, petits ruminants volailles, produits maraîchers, céréales) et disposer d'au moins trois années d'expérience dans le domaine d'activité. Et suivre une formation technique dans l'activité. Le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural, financé par le Fonds international de développement agricole et le gouvernement togolais, contribue, pour une bonne part, à l'atteinte des objectifs du PND 2018-2022. En apportant le financement nécessaire pour

la promotion des entreprises de jeunes et de femmes dans 20 préfectures cibles, affirme Mlle Assih Mazamesso, la Secrétaire d'Etat chargée de l'inclusion financière et du secteur informel, «le PNER promeut plusieurs filières en milieu rural. Les éleveurs de volailles et de porc dans l'Avé, les transformateurs de riz de qualité supérieure dans l'Oti et les dizaines d'autres bénéficiaires déjà impactés portent en eux et autour d'eux le témoignage du projet qui s'exprime par ses actions»

Avec Vert-Togo

## Branchements sur les canalisations

## L'ANASAP et le DAGL peuvent mieux faire

Le mercredi 22 juillet dernier, l'agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (ANASAP) en coordination avec le District autonome du Grand Lomé (DAGL), a mis en branle une opération qui se veut dans la lutte contre les branchements illégaux sur les canalisations publiques.



Bougnagou Lananh, conseiller technique à l'ANASAP avait alors regretté qu'en « dépit des campagnes de sensibilisation et des mises en garde, de nombreux habitants continuent d'utiliser les caniveaux comme exutoires ». Constat on ne peut plus pertinent, car malgré cette sortie qui se voulait dissuasive ainsi que la poursuite de la même opération dans d'autres quartiers dans les prochains jours, rien n'est apparemment en arche. C'est bien vrai que ce sera une tâche de longue haleine, mais la semaine d'après de-

vrait au moins permettre de toucher du doigt cette volonté d'en finir avec ces pratiques. Il faudra aller plus loin en sanctionnant également des familles qui n'utilisent pas forcément des branchements illégaux sur les canalisations publiques, mais se déplacent avec leurs eaux usées pour les déverser dans des caniveaux. Cela est une habitude ancrée de longue date. L'inspection faite sur la seule avenue Maman Ndanida a montré à quel point l'incivisme a encore de beaux jours devant lui. Il n'est nullement possible de passer sans qu'aucune odeur

ne vienne blesser l'odorat. Des résidus de pâtes et autres aliments, mêlés d'os et autres saletés désagréables à la vue et provocant de nauséabondes odeurs sont perceptibles le long de cette avenue située en pleine ville. ANASAP et le District autonome du Grand Lomé doivent sérieusement y penser. S'il faut parler d'autres boulevards et avenues où les mêmes insalubrités sont comme rentrées dans les habitudes des Togolais, on n'en finira point. Vivement la suite.

Icilome.com

## Ligue des Champions

## Le tableau du Final 8

Ça y est. Après les deux derniers matches des 8es de finale qui se sont joués ce soir avec les qualifications du Barça et du Bayern Munich aux dépens de Naples et de Chelsea, on connaît le tableau du Final 8 qui se déroulera à partir du 12 août.

Les dés sont jetés. Après les qualifications du FC Barcelone (victoire 3-1 sur Naples) et du Bayern Munich (victoire 4-1 face à Chelsea) ce samedi soir, on connaît l'ensemble des qualifiés pour le «Final 8» de la Ligue des champions, à Lisbonne (12-23 août). Toutes les rencontres se dérouleront à huis clos, dans les stades de Benfica et du Sporting CP. Premier de cordée, le Paris Saint-Germain affrontera l'Atalanta Bergame le 12 août, à l'Estadio da Luz, pour ouvrir le bal

des quarts de finale. Un match lors duquel Thomas Tuchel devra très probablement se passer des services de Marco Verratti et Kylian Mbappé. Angel Di Maria, lui, est suspendu. Qu'à cela ne tienne, les champions de France sont à trois matches d'un premier sacre en C1. Une première pour eux depuis... 1995. Oui, car il n'y aura pas de matches retour à Lisbonne. Match sec pour tout le monde. On peut imaginer des rencontres hâtant et du suspense à revendre, même si le charme de ces deuxièmes manches man-

quera à tout le monde. Retour des matches retour en 2020-21. Le Paris-SG ne sera toutefois pas le seul représentant du football français au Portugal. Malgré leur défaite à Turin (2-1), vendredi, en 8es de finale retour, les Lyonnais seront également de la partie. Ils défieront Manchester City le 15 août, à l'Estadio José Alvalade. A noter que les deux clubs français toujours en lice en C1 ne peuvent pas se rencontrer avant la finale, le 23 août. On sait en effet que Paris affrontera, en cas de qualifications, le vain-

queur du quart entre Leipzig et l'Atlético. Pour Lyon, ce serait le Barça ou le Bayern. «On sait qu'on a un chemin à parcourir qui est un vrai chemin de Ligue des champions, souffle Rudi Garcia. On a fait un vrai exploit contre la Juventus. Et on fera tout pour faire l'exploit contre Manchester City. Ils nous sont supérieurs. Mais la Juve l'était aussi. Ça ne nous a pas empêchés de nous qualifier...» Chiche ? Souignons qu'on n'avait plus vu deux clubs français en quarts de C1 depuis 2015, avec

Paris et Monaco. Aucun des deux n'avait vu les demies à l'époque... Et à Lisbonne ? Tous les matches débiteront à 21h. La finale aura lieu le 23 août à l'Estadio da Luz. Le vainqueur de la première demie sera considéré comme équipe qui reçoit dans cette rencontre sur terrain neutre. Tous les matches du Final 8 seront diffusés sur RMC Sport, mais la finale sera également à suivre sur TF1.

**Programme des quarts de finale :**  
Atalanta Bergame-PSG (12

août, Estadio da Luz)  
RB Leipzig-Atlético Madrid (13 août, Estadio José Alvalade)  
FC Barcelone-Bayern Munich (14 août, Estadio da Luz)  
Manchester City-Olympique Lyonnais (15 août, Estadio José Alvalade)  
Programme des demi-finales :  
RB Leipzig ou Atlético Madrid-Atalanta Bergame ou PSG (18 août, Estadio da Luz)  
Manchester City ou Olympique Lyonnais-FC Barcelone ou Bayern Munich (19 août, Estadio José Alvalade)

## Baromètres Togo

## Principaux pays partenaires

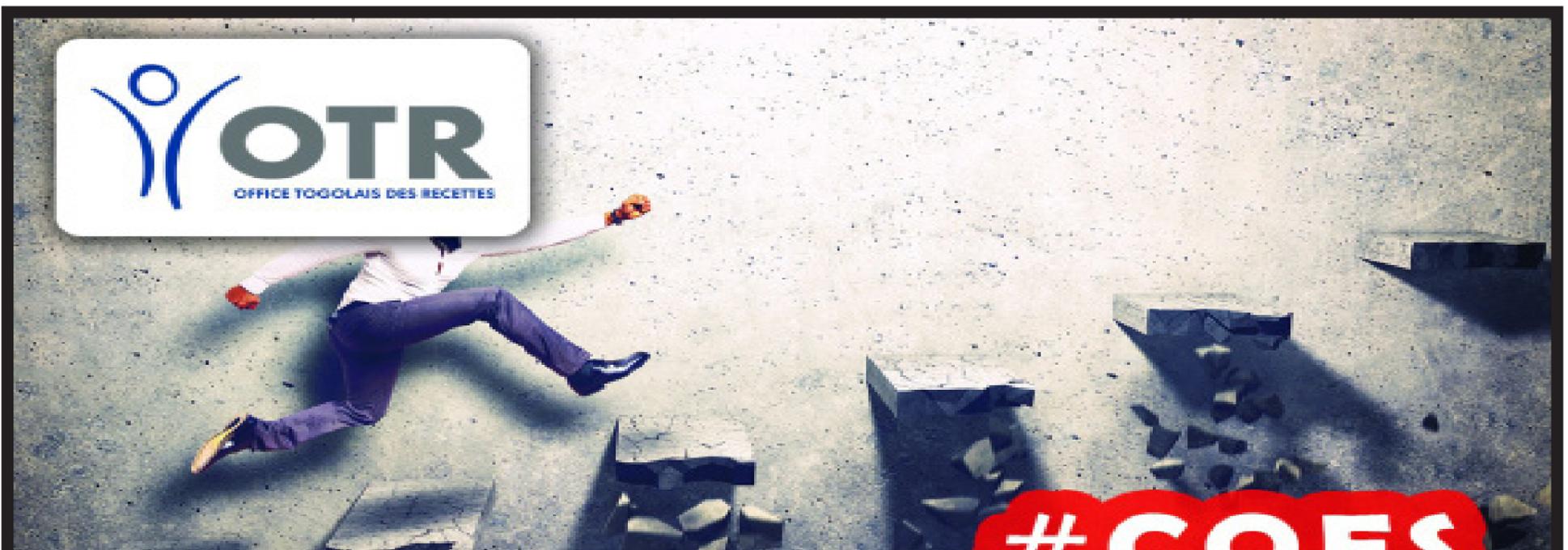
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

**L'OTR** est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

**(+228) 90 99 41 01**



Office Togolais des Recettes - OTR